

Sociétés en général, fusion, actionnaires minoritaires, assemblée générale, tenue, date, report (non), Paris, 1 ^{er} Ch. A, 28 déc. 1992	455
---	-----

IV. — Législation et réglementation

Loi n° 93-122 du 29 janv. 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques	457
Décret n° 93-86 du 21 janv. 1993 pris pour l'application à la profession de greffier du tribunal de commerce de la loi n° 90-1258 du 31 déc. 1990 relatif à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	459
Décret n° 93-225 du 16 févr. 1993 modifiant le décret n° 56-27 du 11 janv. 1956 relatif à la procédure à suivre en cas de dépossession de titres au porteur ou de coupons	459
Décret n° 93-358 du 11 mars 1993 relatif à la publicité des sociétés en participation de directeurs et directeurs adjoints des laboratoires d'analyse de biologie médicale	463
Décret n° 93-362 du 16 mars 1993 pris pour l'application à la profession d'avoué près les cours d'appel de la loi n° 90-1258 du 31 déc. 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	463
Décret n° 93-455 du 23 mars 1993 relatif à la sortie du statut coopératif	464
Décret n° 93-481 du 24 mars 1993 modifiant l'article 46 terdecies B de l'annexe III au code général des impôts relatif aux modalités de l'option des sociétés à responsabilité limitée de caractère familial pour le régime fiscal des sociétés de personnes	465
Décret n° 93-492 du 25 mars 1993 pris pour l'application à la profession d'avocat de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé	465
Décret n° 93-568 du 27 mars 1993 fixant le montant des subventions reçues à partir duquel les associations sont soumises à certaines obligations	473
Décret n° 93-571 du 27 mars 1993 relatif aux groupements d'intérêt public institués par l'article 133 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 févr. 1992 relative à l'administration territoriale de la République	474

Décret n° 93-589 du 27 mars 1993 modifiant le décret n° 89-158 du 9 mars 1989 relatif aux fonds communs de créances	474
Décret n° 93-674 du 27 mars 1993 relatif à l'assemblée spéciale de porteurs de parts à intérêt prioritaire sans droit de vote	475
Décret n° 93-675 du 27 mars 1993 relatif à l'assemblée spéciale des titulaires de certificats coopératifs d'associés	476
Décret n° 92-705 du 27 mars 1993 relatif aux groupements d'intérêt public compétents en matière de développement social urbain	477
Arrêté du 4 févr. 1993 pris pour l'application de l'article 4 du décret n° 65-810 du 12 août 1969 relatif à l'organisation de la profession et au statut professionnel des commissaires aux comptes	477

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT

Groupement d'intérêt économique : régime juridique de la rémunération du président d'un GIE	479
Sociétés : transformation d'une société anonyme en SCP : conditions	480
Droit fiscal : incorporation de bénéfices ou de réserves au capital des sociétés, droit d'apport majoré, conformité au regard du droit communautaire	481

VI. — BIBLIOGRAPHIE

Comptes rendus d'ouvrages	483
Bibliographie sélective : « La responsabilité pénale des personnes morales »	484
Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence	489
Sélection d'ouvrages et de monographies	498
Thèses de doctorat	499

VII. — INFORMATIONS

- validation en cas d'abus de minorité (non), Cass. com., 15 juill. 1992, note Philippe MERLE 400
- Abus de minorité, notion, sanction, décision valant adoption de la délibération sur l'augmentation de capital (non), désignation d'un mandataire chargé de voter aux fins de représenter les associés minoritaires défaillants (oui), Cass. com., 9 mars 1993, note Philippe MERLE 403
 - Commissaires aux comptes, responsabilité civile, pertes représentant les trois quarts du capital social, absence d'observations du commissaire aux comptes à l'occasion de la certification des comptes annuels, assemblée des actionnaires devant se prononcer sur la dissolution, absence du commissaire aux comptes — Commissaire aux comptes, croyance légitime des banques en l'information contrôlée par le commissaire aux comptes, Cass. com., 12 nov. 1992, note Dominique VIDAL 408
 - Cautionnement, caution, information annuelle, défaut, portée, responsabilité, Cass. com., 20 oct. 1992, note Philippe DELEBECQUE 415
 - Compétence territoriale, société mère, préservation des droits dans une filiale, action contre le président de la société mère, tribunal compétent, tribunal du siège social de la société mère, désignation d'un huissier de justice, absence de connexité entre l'instance principale et la mesure sollicitée, mission, assistance, assemblée générale de la filiale, tribunal compétent sur requête, tribunal du siège social de la filiale, Cass. 2^e Ch. civ., 18 nov. 1992, note Jean-François BARBIÉRI 418

II. — SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

- Société à responsabilité limitée, parts sociales, cession, convocation de l'assemblée, défaut de délibération valable, gérante intéressée à la cession, défaut de convocation d'une nouvelle assemblée par la gérante, agrément tacite (non), Cass. com., 26 janv. 1993, note Bernard SAINTOURENS 422

III. — SOCIÉTÉS ANONYMES

- Expertise de gestion, condition, acte de gestion, apport partiel d'actif, apport d'un fonds de commerce à une société d'exploitation, qualification, opération relevant du régime des fusions-scissions, ou décisions prises par le conseil d'administration avant décision de l'assemblée, recherche nécessaire (oui), Cass. com., 12 janv. 1993, note Bernard SAINTOURENS 426

IV. — DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS

- Sociétés, sociétés anonymes, comptes sociaux, présentation aux associés de comptes inexacts, provision pour dépréciation du stock, absence, Cass. crim., 9 nov. 1992, note Bernard BOULOC 429
- Sociétés, société à responsabilité limitée, abus des biens sociaux, constitution de partie civile, créanciers recevabilité (non), Cass. crim., 9 nov. 1992, note Bernard BOULOC 433
- Bourses des valeurs, opération de bourse, délit d'initié, lieu d'exécution, place étrangère, territoire français, commission, éléments constitutifs, acte caractérisé, France, accomplissement, élément suffisant, Cass. crim., 3 nov. 1992, note Wilfried JEANDIDIER 436

V. — REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

- Comblement de passif, faute de gestion, non cumul d'un redressement judiciaire, faillite personnelle, texte applicable, Cass. crim., 17 nov. 1992, note Yves CHAPUT 445
- Redressement et liquidation judiciaire : sociétés, extension véritable, conditions, fictivité ou confusion des patrimoines, Cass. com., 20 oct. 1992, obs. 449
- Redressement et liquidation judiciaire, sociétés, dirigeants, obligation de combler l'insuffisance d'actif, conditions, faute de gestion, autorisation administrative, Cass. com., 15 déc. 1992, obs. 450

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

- Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 453
- Associations, immatriculation volontaire au registre du commerce, possibilité (non), Paris 12 nov. 1992 453
- Sociétés anonymes, directeur général, cessation des fonctions, révocation, dommages et intérêts, abus (oui), Versailles 13^e Ch. 17 déc. 1992 453
- Sociétés en général, dissolution, effets, maintien de la personnalité morale, assemblée, convocation par le gérant (oui), Civ. 3^e, 3 févr. 1993 454
- Sociétés en général, associé, parts, cession, nullité, dol, dol au préjudice du cédant, Paris 15^e, Ch. A, 16 déc. 1992 454
- Sociétés en général, associés, parts, cession, cession de contrôle, clause de garantie du passif, interprétation, notion de passif, Paris 3^e, Ch. A, 12 janv. 1993 455

- La procédure applicable aux infractions commises par les personnes morales, par Yvaine BUFFELAN-LANORE 315

Quatrième thème : Quelles sanctions ?

- Généralités sur les sanctions applicables aux personnes morales, par Bernard BOULOC 327
- Amende, confiscation, affichage ou communication de la décision, par Martine BOIZARD 330
- Dissolution, fermeture d'établissement et interdiction d'activités, par Paul LE CANNU 341
- Les sanctions de l'article 131-39, 3^e, 5^e, 6^e et 7^e, par Philippe DELEBECQUE 349
- Les sanctions et les personnes morales en redressement judiciaire, par Yves CHAPUT 358
- Le casier judiciaire des personnes morales, par Bernard BOULOC 364

Cinquième thème : Aspects de droit comparé

- Les réponses du droit anglais et du droit allemand aux problèmes de la responsabilité pénale des personnes morales, par Raymond LEGEAS 371
- Conclusions**, par Geneviève VINEY 381

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE

I. — SOCIÉTÉS EN GÉNÉRAL

- Sociétés, dissolution, liquidation, révocation du liquidateur, possibilité limitée au cas de faute prouvée à l'encontre du liquidateur, Com. 24 nov. 1992, note Jean HONORAT 389
- Sociétés commerciales, liquidation, maintien de la personnalité morale, liquidateur, expiration des pouvoirs, désignation d'un mandataire, Com. 26 janv. 1993, note Yves CHARTIER 394
- Objet social, associé, acquisition de parts de société en nom collectif, emprunt bancaire, garantie, nantissement du fonds de commerce social, dettes entrant dans l'objet social (non), dettes personnelles (oui), Cass. com., 26 janv. 1993, note Jean-François BARBIÉRI 396
- Abus de minorité, définition, transformation d'une SARL en SA non votée à la majorité requise, nullité de la délibération (oui),

TABLE DES MATIÈRES

N° 2-1993

I. — DOCTRINE

La responsabilité pénale des personnes morales

Avant propos, par Mireille DELMAS-MARTY et Yves GUYON 229

Allocution d'ouverture, par Pierre TRUCHE 231

Premier thème : Quelles personnes morales ?

Les personnes morales de droit privé

• Quelles sont les personnes morales de droit privé susceptibles d'encourir une responsabilité pénale ? par Yves GUYON 235

• Les limites chronologiques à la mise en jeu de la responsabilité pénale des personnes morales, par Isabelle URBAIN-PARLÉANI 239

• Les groupes de sociétés et la responsabilité pénale des personnes morales, par Maggy PARIENTE 247

• Personnes morales étrangères et françaises (Questions de droit pénal international), par Mireille DELMAS-MARTY 255

Les personnes morales de droit public

• La responsabilité pénale des personnes morales de droit public : fondements et champ d'application, par Etienne PICARD 261

Deuxième thème : Quelles infractions ?

• Le domaine de la responsabilité pénale des personnes morales, par Bernard BOULOC 291

Troisième thème : A quelles conditions et selon quelles modalités

• Les conditions de fond de mise en jeu de la responsabilité pénale, par Mireille DELMAS-MARTY 301

• Répartition des responsabilités entre personnes morales et personnes physiques, par Gérard COUTURIER 307

revue des sociétés

2
84